

Pétitions

Je demande au premier ministre de prendre publiquement des initiatives dans ce sens et de perpétuer la tradition canadienne en n'y mêlant pas le sectarisme. M. Trudeau, auquel nous avons proposé de jouer un rôle au sein du Commonwealth, a une très bonne réputation dans ce domaine; tous les Canadiens le reconnaissent. Tous les Canadiens, peu importe leur allégeance politique, admettent que le Canada a joué un rôle constructif et qu'il ne s'est pas contenté de suivre le mouvement dans ce domaine où existait un consensus parmi les pays occidentaux, mais qu'il a de temps en temps parlé franchement et clairement aux deux superpuissances. Si nous voulons qu'elles bougent toutes les deux à Genève le mois prochain, il ne faut pas tarder, je le signale au premier ministre. Il a demandé aux superpuissances de faire ce pas supplémentaire; eh bien, je lui demande de faire, lui aussi, ce pas supplémentaire et de faire comprendre aux deux superpuissances qu'il faut évoluer dans le sens dont je viens de parler.

Le temps presse. Si nous n'empruntons pas bientôt cette voie, si tous les pays du monde n'unissent pas leurs efforts pour exercer des pressions sur les deux superpuissances et si nous ne faisons pas tout de suite le nécessaire pour faire ce pas supplémentaire pour une fois, on pourra peut-être dire à juste titre que demain, il sera trop tard.

Enfin, je souhaite la bienvenue au premier ministre qui est de retour parmi nous et je le félicite pour les efforts constructifs qu'il a faits aux Nations Unies et au sein du Commonwealth. J'espère que lui aussi fera le pas supplémentaire que l'on demande à Washington et à Moscou de faire.

Des voix: Bravo!

* * *

PÉTITIONS

LA PLEINE INDEXATION DU PROGRAMME D'ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Cyril Keeper (Winnipeg-St. James): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par un certain nombre de mes électeurs à Winnipeg. Ils y exhortent le gouvernement à abandonner son projet de désindexer les allocations familiales, étant donné qu'un tel changement dans les prestations familiales nuira aux familles les plus démunies et à celles gagnant des revenus moyens. Ils prient le gouvernement d'agir rapidement dans cette affaire.

• (1600)

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par un certain nombre de mes électeurs d'Ottawa-Centre et un certain nombre de personnes habitant le Québec; ces gens s'opposent au projet du gouvernement de désindexer les allocations familiales et font valoir que les familles démunies seront défavorisées financièrement parlant et que l'on enlève de l'argent aux enfants et aux familles pour combler le déficit. Ils prient la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales universelles et de supprimer les hausses d'impôt injustes.

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

M. le Président: La parole est au député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) qui veut faire un rappel au Règlement.

M. Boudria: Monsieur le Président, je voudrais poser une question au secrétaire parlementaire. Je voudrais savoir quand le gouvernement compte répondre à la question n° 285 que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* le 28 février, et à la question n° 287 que j'ai fait inscrire le 6 mars. Je voudrais également savoir quand le gouvernement se propose de répondre à la question n° 313 du 28 mars dernier. Ce sont toutes des questions fort simples ayant trait, par exemple, au coût des travaux de rénovation qui ont été effectués dans les bureaux des ministres. Il y a aussi la question n° 319 que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* le 1^{er} avril et qui a trait au coût du sommet de Québec.

M. Dick: J'imagine, monsieur le Président, que l'on répondra bientôt à ces questions.

M. Gauthier: Monsieur le Président, je voudrais interroger le secrétaire parlementaire au sujet de la question n° 386 qui a été posée le 31 mai 1985. Cette question a trait à un sujet pertinent qui avait été soulevé par un député de son propre parti, le ministre, au sujet des pensions des retraités de la fonction publique fédérale.

Le secrétaire parlementaire rendrait un grand service à l'opposition s'il faisait preuve de générosité et nous donnait les chiffres demandés bientôt, ou dans les délais qui lui conviendront, pourvu qu'il nous les donne, pour qu'on en finisse avec cette histoire.

M. Dick: Je transmettrai les doléances du député.

M. le Président: Les questions restent-elles toutes au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE ET AUTRES LOIS CONNEXES

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M^{me} McDougall: Que le projet de loi C-80, tendant à modifier la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accise et d'autres lois en conséquence, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.